



**HAL**  
open science

# Éducation aux valeurs et “européanisation” des mémoires : une trajectoire suédoise (1997-2020)

Piero Simeone Colla

► **To cite this version:**

Piero Simeone Colla. Éducation aux valeurs et “européanisation” des mémoires : une trajectoire suédoise (1997-2020). *Effigi. School Historical Knowledge in Europe × Transnational circulations and debates*, 2024, La Recherche en Actes, 978-88-5524-666-8. hal-04427669

**HAL Id: hal-04427669**

**<https://hal.science/hal-04427669>**

Submitted on 5 Feb 2024

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

## Éducation aux valeurs et « européanisation » des mémoires : une trajectoire suédoise (1997-2020)

Piero S. Colla, Université de Strasbourg, Mondes germaniques et nord-européens (UR 1341)

Cet article met en lumière une trajectoire nationale singulière, dans laquelle la prolifération des thèses négationnistes dans l'espace public, à la fin des années 1990, et la détermination des pouvoirs publics à les contrer, a propulsé en tête de l'agenda politique la nécessité d'un usage édifiant de l'histoire de la Seconde Guerre mondiale. L'engagement des autorités dans ce domaine a été durable et couronné de succès ; lors du Forum de Malmö sur l'antisémitisme, à l'automne 2022, le Premier ministre d'alors, Stefan Löfven, pouvait revendiquer plus de vingt ans d'activisme suédois, en interne et sur la scène internationale, dans la sphère de la sensibilisation aux mémoires de la Shoah. Ce processus comporte deux éléments d'originalité : d'une part, l'action de vulgarisation est confiée à une agence d'État, sans ancrage dans le système éducatif ou dans les Universités ; d'autre part, elle s'inscrit dans un contexte plus complexe de moralisation de la communication institutionnelle et de retour critique sur un passé honteux. C'est donc sur une dynamique d'institutionnalisation que cette contribution va se focaliser en premier lieu, avant d'en discuter les reflets du point de vue de l'éducation historique en milieu scolaire.

### 1. La réactualisation de la Shoah : trajectoires suédoises et européennes

Dans un article de 2016, Klas-Göran Karlsson, l'historien suédois qui a le plus contribué au progrès de la réflexion sur le statut politico-identitaire des enjeux liés à la représentation du passé national, affirmait qu'il faudrait retenir l'année 1997 comme la date d'entrée de la Suède dans la Seconde Guerre mondiale<sup>1</sup>. S'engager dans un conflit qui s'est achevé un demi-siècle plus tôt, ajoutait-il avec ironie, comporte un certain nombre d'avantages : celui d'échapper aux risques de pertes humaines et de destructions matérielles, mais également la certitude de se ranger du « bon » côté de la barricade. En outre, l'auteur pointait la différence entre les contextes historiques, qui conférait à cet engagement tardif un caractère radicalement nouveau : d'une part, la fin du XX<sup>e</sup> siècle, à l'apogée de la consécration universelle du statut des victimes ; d'autre part, la période 1939-1945, au milieu des contraintes stratégiques et des ambivalences idéologiques qui ont pointé l'expérience suédoise de la neutralité.

Les querelles mémorielles permettent souvent de rejouer la partie, lorsque les jeux sont déjà faits. Le paradoxe évoqué par Karlsson n'est pas sans rapport avec le scandale qu'un chercheur du Centre d'études multiculturelles de Stockholm, Tobias Hübinette<sup>2</sup>, souleva en 2002, en apportant sa pierre au tournant supposé dans le positionnement du pays sur le théâtre des conflits du XX<sup>e</sup> siècle. La cause du scandale fut la publication des noms de 28 000 individus qui avaient adhéré à des organisations nazies ou pronazies dans la Suède des années 1930 et 1940<sup>3</sup>. Le sous-entendu était clair : « ils sont encore parmi nous ». De surcroît, ces « ils » auraient contribué – en tant qu'universitaires, parlementaires, rédacteurs de quotidiens et de

---

<sup>1</sup> Pour illustrer la radicalité du tournant, Karlsson évoque le voyage d'étude que ses propres enfants allaient entreprendre au camp d'Auschwitz-Birkenau : une destination qui aurait été « inimaginable » du temps de sa propre scolarité, dans les années 1970. Klas-Göran Karlsson, « “Tell ye your children...” ». *The Twisted Swedish Road to Holocaust Recognition*, *Scandinavian-Canadian Studies*, n° 23, 2016, p. 78-94.

<sup>2</sup> Né en 1971, coauteur en 1999 d'une enquête sur les volontaires suédois enrôlés dans les *Waffen SS*, plus tard transformé en un documentaire pour la télévision (*Svenskarna som stred för Hitler*, TV4, diffusé les 3-17.01.2000).

<sup>3</sup> Tobias Hübinette, *Den svenska nationalsocialismen: Medlemmar och sympatisörer 1931-45*, Stockholm, Carlsson, 2002.

revues – « à diriger et à administrer la Suède de l'après-guerre »<sup>4</sup>. Hübinette subit ensuite un procès, accusé d'avoir porté atteinte au droit à la vie privée des individus figurant dans sa liste. En dépit de l'injonction dont il se réclamait (l'imprescriptibilité de la faute), son geste moral s'était heurté aux garde-fous de normes concurrentes, bien ancrées dans les mœurs : la tutelle de la liberté d'opinion et de la paix sociale, le droit à l'oubli. Ce n'est qu'une illustration du choc que la réactualisation d'une mémoire clivante est susceptible d'insinuer dans les repères constitutifs d'une autoreprésentation nationale. L'incorporation de l'antinazisme dans cette narration remonte, comme l'a montré Johan Östling, au lendemain de la guerre<sup>5</sup>. Pour autant, cette posture ne présupposait pas la mise à l'index ni le *mea culpa* ; elle reposait sur une illusion de consensus et sur une présomption d'innocence<sup>6</sup>. Avec la provocation de Hübinette, ce nouveau référentiel géo-historique, ancré sur un ensemble de valeurs communément partagées en Europe occidentale, avait atteint ses limites.

J'ai choisi de reprendre la périodisation que Karlsson, en accord avec d'autres chercheurs<sup>7</sup>, a tracée, pour interroger les relations que l'expérience suédoise des vingt dernières années dans le domaine de l'actualisation et de l'institutionnalisation de la mémoire des politiques génocidaires nationales-socialistes entretient avec une trajectoire européenne. En effet, si on les envisage du point de vue de la problématique identifiée par Karlsson – le transfert du vécu de la Seconde Guerre mondiale dans le présent, en tant que marqueur identitaire et enjeu d'éducation civique – les années 1990 se détachent, à l'échelle européenne et au-delà, comme une phase de prolifération sémantique accélérée, reflet d'une transformation de la compréhension de ce passé meurtrier dans les cultures historiques et dans les débats sociétaux<sup>8</sup>. Sous un tel éclairage, l'originalité du retour du refoulé dans le contexte suédois ne peut qu'apparaître relative. La fin des années 1990 coïncide avec une période de renouveau conceptuel et de mise en commun des lectures nationales du passé : c'est l'époque de la réification de la notion de « mémoire » et de son débordement du champ savant aux rhétoriques administrative et politique<sup>9</sup>, puis de la diffusion – à partir de l'espace francophone – du « devoir de mémoire »<sup>10</sup>, expression qui, par ailleurs, n'a pas d'équivalent en suédois. C'est un temps scandé par la multiplication des proclamations solennelles, de création d'institutions, de mise en visibilité de savoirs et de pratiques, engagés au service de la perpétuation de la « mémoire » et de son ancrage dans les consciences. À partir de 1995, sous l'impulsion d'institutions transnationales, ainsi que des gouvernements nationaux, le processus sera marqué d'une

---

<sup>4</sup> Tobias Hübinette, « Varför jag offentliggjorde namnen på 30 000 svenska nationalsocialister », *Historieläraryrarnas förenings årskrift*, n° 1, 2003, p. 59-62.

<sup>5</sup> *Nazismens sensmoral*, Stockholm, Bokförlaget Atlantis, 2008 (*Sweden After Nazism*, New York, Berghahn, 2016).

<sup>6</sup> « La signification du national-socialisme pour la Suède fut dédramatisée : les nazis suédois étaient restés en marge de la scène, leur pénétration avait été limitée d'autant que le national-socialisme, en tant qu'idéologie, n'avait eu guère de poids sur l'orientation de la Suède ». Voir : *ibid.*, p. 291.

<sup>7</sup> Alf W. Johansson, « Neutrality and Modernity. The Second World War and Sweden's National Identity », in : Stig Ekman et Nils Edling (éds), *War Experience, Self Image and National Identity*, Stockholm, Bank of Sweden Tercentenary Foundation, 1997 ; Kristian Gerner, *The Holocaust and Memory culture: The Case of Sweden*, in : Helle Bjerg et al. (éds) *Historicizing the Uses of the Past*, Bielefeld, transcript Verlag, 2011, p. 91-106.

<sup>8</sup> Une abondante littérature a abordé cette évolution dans une perspective transnationale. Voir : Daniel Levy et Natan Sznaider, *Holocaust and Memory in the Global Age*, Philadelphia, Temple UP, 2006 ; Michael Rothberg, *Multidirectional Memory. Remembering the Holocaust in the Age of Decolonization*, Stanford, Stanford University Press, 2009. Sur l'inscription des pays nordiques dans cette transition, voir : H. Bjerg et al. (éds), *Historicizing...*, *op. cit.*

<sup>9</sup> Philippe Joutard, *Histoire et mémoire, conflits et alliance*, Paris, La Découverte, 2013, p. 189-211.

<sup>10</sup> Sébastien Ledoux, *Le devoir de mémoire. Une formule et son histoire*, Paris, CNRS-Éditions, 2016.

véritable inflation des journées « de la mémoire », calquées sur l'exemple du jour du souvenir de l'Holocauste<sup>11</sup>.

La résurgence et la réactualisation du grand récit de la Shoah, en tant qu'enjeu de mobilisation « ici et maintenant », s'inscrivent donc, à leur tour, dans *une* histoire : plus pertinemment, dans un faisceau de trajectoires de réhabilitation et de resémantisation, locales et transnationales, qui restent généralement invisibles derrière l'urgence avec laquelle l'injonction du souvenir s'impose dans l'action publique et dans le discours de l'école. Des histoires parallèles et entremêlées au fil desquelles, tout au long des années 1990, la mémoire publique de la Shoah s'est alignée sur un certain nombre de standards (registres rhétoriques, formes de commémoration), en se chargeant d'implications didactiques, exemplaires et identitaires à la fois inédites et homogènes<sup>12</sup>.

La sphère des relations interétatiques et des stratégies de diplomatie culturelle est l'un des théâtres de cette resémantisation<sup>13</sup>. C'est notamment le cas à l'est de l'ancien mur du Berlin, où le statut et la singularité du génocide des juifs avaient été efficacement obscurcis par des pratiques commémoratives traversées par une trame héroïque commune et sans nuance : le combat victorieux d'une nation (et l'éveil d'une conscience de classe), contre une agression venue de l'extérieur. L'étape décisive de la singularisation de la Shoah en tant qu'objet de commémoration cautionné par l'État n'a été franchie que lorsqu'elle a émergé comme une condition de l'inclusion de ces pays dans la communauté des démocraties<sup>14</sup>. Lorsque l'on considère que l'intégration de la Suède à l'UE intervient dix ans avant l'élargissement de l'Union aux dix pays d'Europe centrale et orientale en 2004, son expérience peut constituer un observatoire pertinent du réinvestissement identitaire de la relation à la Shoah. Elle offre un premier exemple de certains schémas de réappropriations propres aux pays d'Europe centrale et orientale, y compris dans leurs effets secondaires sur les débats proprement nationaux<sup>15</sup>.

Le cas d'étude dont il est question dans cet article présente une autre forme de continuité avec l'appropriation européenne de la Shoah. Dans la Suède de la fin des années 1990, méditer devant un passé douloureux s'impose à la fois comme une injonction catégorique et comme une thérapie face au malaise de sociétés décrites comme atomisées, indifférentes voire perméables au racisme et à la xénophobie. Outre qu'elle est censée s'imposer à toute conscience honnête, la mémoire de l'horreur est donc investie d'une « utilité » présumée. Cette croyance en l'efficacité sociale de la commémoration s'est imposée comme référence cognitive commune, que l'on voit émerger par-delà les frontières, dans la rhétorique politique et dans l'action publique<sup>16</sup>.

---

<sup>11</sup> Parmi les jalons de cette consécration, on évoquera la déclaration des ministres de l'Éducation du Conseil de l'Europe (« Enseigner la mémoire ») du 18 octobre 2002, la résolution du Parlement européen du 27 janvier 2005 « sur le souvenir de l'Holocauste, l'antisémitisme et le racisme » ainsi que la résolution des Nations Unies 60/7 du 1<sup>er</sup> novembre 2005, qui reconnaît le 27 janvier en tant que Journée internationale dédiée à la mémoire des victimes de l'Holocauste.

<sup>12</sup> Parmi d'autres exemples, le développement des voyages d'études vers les camps d'extermination nazis atteste de ce processus (Peter Carrier, « Auschwitz, seul lieu de mémoire européen pour la jeunesse ? », in : Sébastien Ledoux et Niels F. May (éds), *Transmettre l'Europe à la jeunesse*, Paris, Presses universitaires de Rennes, 2023, p. 65-76).

<sup>13</sup> Voir : Sarah Gensburger, « L'émergence progressive d'une politique internationale de la mémoire », in : Vincent Auzas et Bogumil Jewsiewicki (éds), *Traumatisme collectif pour patrimoine*, Québec, Presses de l'Université de Laval, 2008, p. 25-42.

<sup>14</sup> Par analogie avec les critères d'adhésion pour les pays candidats, fixés en 1993 par le Conseil européen, Emmanuel Droit utilise l'image de « critère mémorial de Copenhague » (« Le Goulag contre la Shoah. Mémoires officielles et cultures mémorielles dans l'Europe élargie », *Vingtième Siècle*, n° 94, 2007, p. 101-120). Voir également : Marek Kucia, « The Europeanization of Holocaust Memory and Eastern Europe », *East European Politics and Societies and Cultures*, n° 1, 2016, p. 97-119.

<sup>15</sup> A. W. Johansson, « Neutrality and Modernity... », *op. cit.*

<sup>16</sup> Sarah Gensburger et Marie-Claire Lavabre, « D'une "mémoire" européenne à l'europeanisation de la "mémoire" », *Politique européenne*, n° 2, 2012, p. 9-17.

Dans ce cadre, dresser la chronologie de l'engagement dans une guerre terminée est une tâche qui ne saurait se borner, dans le cas de la Suède, à quelques déterminants endogènes – à commencer par la crise de l'hégémonie sociale-démocrate. Non seulement parce que ce tournant participe d'un mouvement de « convergence » ou de « mondialisation » de la volonté de réparation collective des crimes du passé<sup>17</sup>, mais parce que le passé réactualisé à la fin des années 1990 est un passé qui relie la Suède – par une volonté rétroactive de justice – au reste du monde, à un héritage européen fondateur. Il l'inscrit dans l'épopée d'un conflit auquel la Suède n'a pas participé, d'un génocide où elle ne compte aucune victime, et dont la commémoration est orchestrée dans des enceintes transnationales. L'histoire des usages de l'histoire peut être saisie, avec profit, par sa géographie politique : un cas périphérique offrant l'occasion d'apprécier l'incidence de transferts culturels et conceptuels, mais également de stratégies géopolitiques intentionnelles, dans un processus qui, *in fine*, se charge d'implications épistémologiques notables du point de vue de l'enseignement scolaire de l'histoire. Entre le début et la fin du parcours... est-ce de la même « histoire » dont il est effectivement question ?

## 2. Scandale, repentance et institutionnalisation : une dynamique nationale ?

L'originalité de la généalogie *suédoise* de l'impératif du souvenir dans l'avènement à l'échelle globale d'une « religion civile », d'après l'expression de Larissa Allwork<sup>18</sup>, réside dans deux aspects cruciaux de la réactivation des démons du passé : d'une part, le lien avec le rejet polémique de l'autoreprésentation immaculée du « modèle suédois », et du parti qui l'incarne, le SAP (Parti social-démocrate de Suède<sup>19</sup>) ; d'autre part, l'imbrication dans une notion de responsabilité morale des vivants. Cette dernière dimension, d'ailleurs présente dans d'autres cultures politiques nationales<sup>20</sup>, s'y installe dans un laps de temps relativement court, entre le début et la fin des années 1990, pour éclipser toute autre dimension problématique de la relation à l'histoire récente.

En Suède, dès ses premières manifestations, le regain d'attention pour le national-socialisme et l'antisémitisme dans la production essayiste et historiographique s'inscrit dans une sémantique de la repentance (tableau 1). « Honneur et conscience », titre de l'ouvrage de l'écrivaine Maria Pia Boëthius<sup>21</sup>, en fournit un exemple criant. C'est un ouvrage à charge, centré sur les compromissions de l'establishment politique des années 1940 avec les stratégies d'expansion militaire du Troisième Reich, sur la complicité des élites, sur les prudentes réticences des historiens. L'essai paraît en 1991, l'année où le SAP, après l'échec électoral de septembre, est évincé du pouvoir après soixante ans. Coïncidence intéressante, cette année voit également la publication de la première analyse historique, par un historien de la médecine et un spécialiste des minorités, du statut légal et de la pratique de la biologie raciale en Suède au XX<sup>e</sup> siècle<sup>22</sup>. Le livre de Broberg et Tydén illustre la genèse intellectuelle des lois de stérilisation des « déficients mentaux », entérinées par le SAP au lendemain de sa prise de pouvoir en 1932. Il se concentre sur les étapes de l'institutionnalisation de la biologie des races

---

<sup>17</sup> Henry Rousso, « Vers une mondialisation de la mémoire », *Vingtième siècle*, n° 2, 2007, p. 3-10.

<sup>18</sup> Larissa Allwork, « Holocaust Remembrance as “Civil Religion”. The Case of the Stockholm Declaration », in : Diana I. Popescu et Tanja Schult (éds) *Revisiting Holocaust Representation in the Post-Witness Era. The Holocaust and its Contexts*, Basingstoke, New York, Springer, 2015, p. 288-304.

<sup>19</sup> Au gouvernement du pays durant 53 ans, entre 1932 et 1991, et notamment durant les années troubles des équilibres diplomatiques des années de la neutralité.

<sup>20</sup> À commencer par l'Allemagne avec sa culture de la *Vergangenheitsbewältigung* (« élaboration du passé »). Voir : Aleida Assmann, « La thèse de la culpabilité collective. Un traumatisme allemand ? », *Le Débat*, n° 2, 2003, p. 178.

<sup>21</sup> Maria-Pia Boethius, *Heder och Samvete*, Stockholm, Norstedt, 1991.

<sup>22</sup> Gunnar Broberg et Mattias Tydén, *Oönskade i folkhemmet : rashygien och sterilisering i Sverige*, Stockholm, Gidlund, 1991.

en tant que doctrine d'État (avec la création à Uppsala, en 1921, de l'Institut d'État de Biologie raciale), tout en pointant l'évolution du racisme biologique vers un idéal individualiste et « moderne » de politique socio-sanitaire, en partie promue par les mêmes chercheurs en anthropologie physique qui avaient animé l'activité de l'Institut.

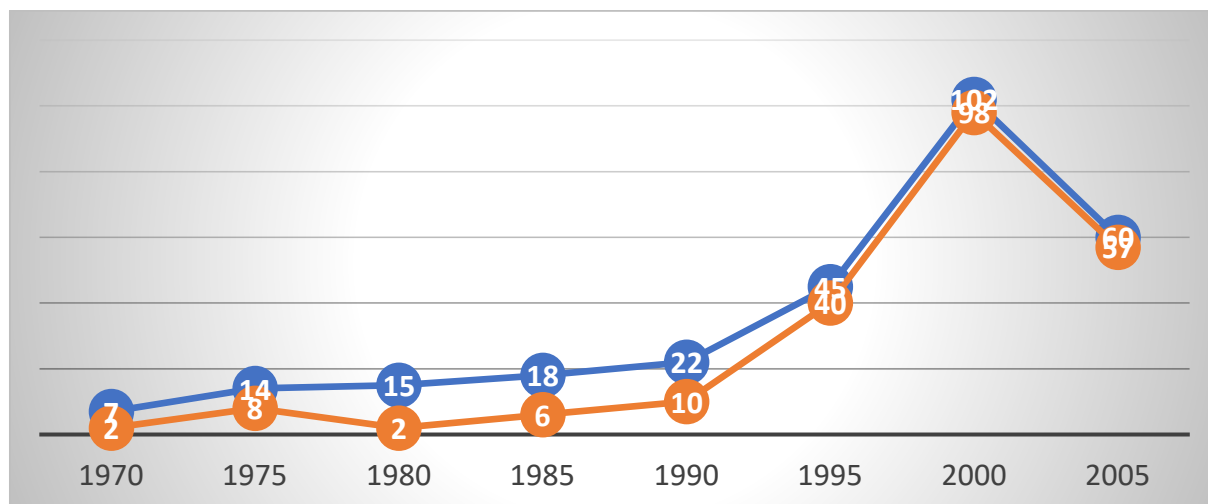


Tableau 1 : Évolution du nombre d'essais et recherches consacrés à la *Shoah* (ligne bleue) et au national-socialisme (ligne orange).

Jusqu'au début des années 90, et bien au-delà – l'analyse savante du rôle de la doctrine de la race, de l'eugénisme, des persécutions nazies dans la culture politique suédoise – avait été le fait d'auteurs étrangers, ou éduqués à l'étranger<sup>23</sup>. De ce point de vue, on ne devrait pas parler de renaissance de la mémoire d'Auschwitz dans les années 1990, mais bien de réactivation d'une mémoire critique de la voie suédoise à la modernité tout court, par le biais du souvenir (international) d'Auschwitz, et des idéologies qui ont contribué à le créer<sup>24</sup>. Si l'exemple suédois semble répliquer la séquence conventionnelle (de l'amnésie à l'hypermnésie) décrite par H. Rousso<sup>25</sup>, l'influence de certains déterminants politico-diplomatiques (de l'adhésion de la Suède dans l'UE en 1994 à l'afflux des réfugiés liés à la guerre en ex-Yougoslavie, doublés de l'épuisement des argumentaires liés à l'« exceptionnalisme » de son modèle politique) semble suggérer une trajectoire singulière.

Le dernier élément d'originalité coïncide, en effet, avec l'objet problématique au centre de l'article : à savoir, le fait que la gestion de cette responsabilité collective a été assez rapidement encadrée – à l'issue d'un processus qui s'étend entre 1997 et 2003 – dans une dimension institutionnelle, avec la création d'une agence d'État, le Forum « Living history » (FLH, *Levande historia* en suédois), chargée de perpétuer une mémoire édifiante de la Shoah. D'après le mandat fixé par le gouvernement en vue de son établissement, le « Forum » est censé œuvrer comme un « espace national de débat », tourné vers « la promotion d'actions de sensibilisation sur les thèmes de la démocratie, de la tolérance et des droits humains – avec l'Holocauste comme point de départ »<sup>26</sup>.

<sup>23</sup> Voir note 29.

<sup>24</sup> L'Institut de biologie raciale de Stockholm, au passage, fut un des modèles de la création en Prusse du *Kaiser-Wilhelm Institut* de Berlin (1926) : institution de pointe de la « science » allemande de la race et commissionnaire des recherches menées dans le camp d'Auschwitz-Birkenau par Josef Mengele.

<sup>25</sup> H. Rousso, « Vers une mondialisation... », *op. cit.*

<sup>26</sup> Directives du gouvernement à la commission d'enquête sur la création du Forum. SOU 2001 : 5, *Kommittédirektiv*.

### 3. Le tournant de 1997 : la mémoire comme objet de sensibilisation

Les prodromes de cette agence publique, installée au cœur de la vieille ville de Stockholm (illustration 1), reposent sur un épisode précis : un « tournant » des termes du débat public sur la revisitation et l'usage de l'histoire, qui intervient à l'initiative du chef du gouvernement. Ce tournant installe la discussion sur la responsabilité de la nation face aux crimes contre l'humanité, la commémoration et le témoignage des victimes au cœur de l'agenda d'appareils institutionnels d'information sociale et de prévention de la violence, au sein desquels ces questions n'avaient eu guère, auparavant, droit de cité.



Illustration 1: Le siège du Forum för Levande historia à Stockholm, en 2021 (© photo : P. S. Colla).

Pour l'image internationale du pays, 1997 est indiscutablement une année qui projette le passé au centre de l'arène : c'est l'année des polémiques publiques sur la spoliation des biens appartenant à des Juifs victimes des persécutions raciales, une affaire qui transfère sur le terrain stratégique des relations avec les États-Unis d'Amérique les questions de la responsabilité des banques suédoises et de la conduite pour le moins ambivalente du gouvernement de Per Albin Hansson, en poste de 1939 à 1945<sup>27</sup>. À l'origine des révélations se trouvaient les enquêtes de

---

<sup>27</sup> La presse suédoise relayait largement la discussion sur l'implication de la Banque de Suède dans l'appropriation des biens des victimes de la Shoah. Sur l'imbrication entre responsabilités matérielles des institutions nationales

l'administration Clinton, qui déboucheront en 1998 sur la conférence de Washington sur la restitution des biens juifs. L'embarras que ce scandale était susceptible de revêtir pour le gouvernement suédois – au moment où la question de la restitution parvenait au centre de conférences internationales – justifie l'installation d'une commission d'enquête ad hoc (février 1997), dont les résultats seront rapidement rendus publics<sup>28</sup>. La projection sur la scène internationale de la dénonciation des ambiguïtés du leadership social-démocrate a servi de déclencheur de sa discussion en Suède<sup>29</sup>, qui prend de ce fait une dimension diplomatique (« restituer à la Suède sa position de super-puissance morale » – d'après K.-G. Karlsson<sup>30</sup>) confirmée par les discussions préliminaires entre Göran Persson, le président américain Bill Clinton et Tony Blair, dans les phases initiales de la création de la *Task force* internationale<sup>31</sup>.

Cette exposition au jugement international coïncide avec l'éclatement d'un autre scandale, qui met à mal les valeurs inclusives et humanistes à la base du « modèle suédois ». À la fin de l'été 1997, dans le plus grand quotidien du soir *Dagens Nyheter*, une série d'articles de tête dresse le bilan des stérilisations forcées réalisées entre 1934 et 1975<sup>32</sup>. Les articles interrogent la pratique hygiéniste et eugéniste de la Suède en s'appuyant sur la publication de la thèse de doctorat de Maija Runcis. Fruit du travail d'une employée des archives d'État suédoises, fille de réfugiés lettons et militante sociale-démocrate, la recherche de Runcis adoptait une perspective *bottom up* inédite dans la tradition du pays. Elle se concentrait pour la première fois sur les victimes des opérations, et sur les relations hiérarchiques qu'elle nouait avec l'appareil socio-médical de l'État-providence. La recherche suggérait qu'une proportion considérable des opérations (63 000, effectuées à 90 % sur des femmes) avait eu lieu contre le consentement des patients. Elle faisait également émerger l'imbrication de motivations racistes, économiques et autoritaires à la base de la campagne, et l'importance prioritaire que celle-ci, longtemps considérée comme un reliquat de la politique socio-sanitaire antérieure à l'avènement d'un État-providence universaliste, avait eu aux yeux des architectes politiques de cette dernière. Avec une attention inhabituelle pour un travail de recherche non publié, *Dagens Nyheter* reprend la nouvelle à la une, durant plusieurs jours. Les textes mettent en face à face les victimes de la violence raciale et des figures auréolées (militantes pacifistes, féministes...) du mouvement social-démocrate, transformées ainsi en personnification du mal. En même temps, la presse internationale relayait l'information, en l'épinglant comme le dévoilement du côté pervers du « modèle suédois ».

C'est dans le contexte de ces querelles, et de l'exigence introspective et auto-purificatrice qui les sous-tend, qu'il faut apprécier l'impact d'une *autre* épiphanie de l'histoire dans l'actualité. Elle intervient, le 12 juin de la même année, dans la forme d'une rupture scandaleuse du rituel du débat public, au cœur de son siège le plus légitime et autorisé, le *Riksdag* (le Parlement suédois), et sur initiative de l'autorité politique suprême. Au cours des

---

et processus de mémorisation, voir : Dan Diner, « Restitution and Memory. The Holocaust in European Political Cultures », *New German Critique*, n° 90, 2003, p. 36-44.

<sup>28</sup> SOU 1998 : 96 et SOU 1999 : 20.

<sup>29</sup> La toute première analyse historique de la perception de la persécution des Juifs en Suède à partir des années 1930, est le fait d'un chercheur invité américain, Steven Koblik (« *Om vi teg, skulle stenarna ropa* ». *Sverige och judeproblemet 1933-1945*, Stockholm, Norstedt, 1987). Même l'appel à la révision de la narration officielle de la neutralité, publié en 1991 par l'écrivaine Boethius et cité auparavant, était, de l'aveu de l'auteure, un produit des questions embarrassantes qui lui avaient été posées lors d'une visite aux États-Unis.

<sup>30</sup> « Levande historia som politik », *Svenska Dagbladet*, le 26 janvier 2000.

<sup>31</sup> Larissa Allwork, *Holocaust Remembrance between the National and the Transnational*, New York et Londres, Bloomsbury Academic, 2015, p. 159-167. Voir également : Jan Selling, « Ideologisk kamp om Levande historia », *Historisk Tidskrift*, n° 2, 2010, p. 265-277 et Alf W. Johansson « In the innermost sanctum. Reflections on the mythology of Sweden's neutrality policy and the history of questioning », in : Kurt Almqvist et Kay Glans (éds), *The Swedish Success Story?*, Stockholm, Axel och Margaret Ax, Son Johnson Foundation, 2004, p. 175-186.

<sup>32</sup> Maciej Zaremba, « Rasren i välfärden » et « De olönsamma skars bort », *Dagens Nyheter*, les 20 et 21 août 1997.



déclarations programmatiques des chefs de parti qui marquent la clôture du calendrier parlementaire avant la pause estivale, le Premier ministre Persson décentre la discussion, sans préavis, vers un thème de tout autre nature. Il choisit de commenter les résultats d'une vaste enquête réalisée par le Centre d'études sur l'immigration de l'université d'Uppsala dans les collèges. Selon cette étude, un tiers des interviewés avaient avoué cultiver des doutes sur la réalité historique de la Shoah ce qui constitue une proportion plus importante par rapport aux enquêtes similaires réalisées en Autriche, en Australie ou en Pologne<sup>33</sup>.

En imputant cet état de fait à la carence de l'éducation historique et à la propagande des groupuscules racistes dans les écoles, Persson en appelait à des mesures immédiates, dans la forme d'un projet de contre-information et de sensibilisation, pour pallier un déficit cognitif perçu comme un danger pour la conscience démocratique du pays. Pris au dépourvu, tous les leaders des partis d'opposition marquèrent leur adhésion au projet, qui leur fut exposé par la même occasion. La réponse préconisée consistait en la création d'une *task force*, sous l'autorité du Premier ministre, avec la tâche principale d'élaborer une publication destinée à la jeunesse. La mission fut confiée à deux jeunes chercheurs : Stéphane Bruchfeld et Paul A. Levine, respectivement doctorant suédois en histoire des idées et historien américain, tous deux affiliés à l'institut d'Uppsala à l'origine de l'étude citée par Persson. Le processus ainsi enclenché aboutit à la rédaction d'un livret de 84 pages. La date de sortie était fixée au 27 janvier 1998, jour de la libération du camp d'Auschwitz. Le titre – *Racontez-le à vos enfants* – n'est pas non plus sans importance : il s'agit d'une citation du livre des Prophètes, Joël 1:3<sup>34</sup> (illustration 2) qui inscrit cet opus dans la mystique juive. Les auteurs retenus sont, quant à eux, des descendants de réfugiés raciaux.



Illustration 2 : Stéphane Bruchfeld et Paul A. Levine, *Om detta må ni berätta* [Racontez-le à vos enfants], Stockholm, Natur & Kultur, 2013 [1998, 1<sup>ère</sup> réédition revue 2009].

« Faire raconter aux enfants » est également le but affiché du Premier ministre lors de l'annonce de son initiative. Quoique la cible directe soient des adolescents exposés à la propagande négationniste, le livre s'adresse en premier lieu à leurs familles. Présentant en

<sup>33</sup> Anders Lange *et al.*, *Utsatthet för etniskt och politiskt relaterat våld m m...*, Stockholm, CEIFO, 1997, p. 59-60.

<sup>34</sup> Stéphane Bruchfeld et Paul A. Levine, *Om detta må ni berätta*, Stockholm, Regeringskansliet, 1997.

couverture une photographie de 1944 d'un groupe de femmes et enfants hongrois, regroupés devant l'entrée des chambres à gaz du camp d'Auschwitz-Birkenau, et estampillé par la présidence du Conseil, l'ouvrage a pour but d'enclencher entre adultes et nouvelles générations un dialogue centré sur « la morale, la démocratie, les droits de l'Homme ». L'éventualité de confier la transmission du message à l'école, via l'enseignement de l'histoire, avait été écartée d'emblée : au contraire, le projet finit par coïncider, en 1998, avec des initiatives visant à diminuer l'horaire consacré à cet enseignement au niveau du lycée. Comme le confirmera la responsable du projet au sein du gouvernement (la vice-Première ministre et ancienne ministre de l'Enseignement, Lena Hjelm-Wallén), les raisons d'une telle approche tenaient à la dimension politique attachée au sujet : consacrer un nouveau socle de valeurs civiques, plutôt que miser sur le développement de connaissances :

L'ouvrage a été rédigé en premier lieu au profit des parents. L'idée était que discuter de l'Holocauste [...] n'est pas une responsabilité dont l'école peut s'acquitter toute seule. En fait, tous les adultes, non seulement les parents d'élèves, portent la responsabilité de discuter, avec les enfants, des valeurs qui doivent régir notre société<sup>35</sup>.

Plutôt que nous attarder sur le contenu de la brochure, il semble donc utile d'insister sur le caractère novateur de l'initiative<sup>36</sup> de Persson : établir, en matière d'éthique de la mémoire et de politique de l'histoire, un canal de communication privilégié entre l'État et les foyers suédois, tout en assurant sa promotion sur la scène mondiale. Six mois après l'annonce du Premier ministre, et dans l'espace de trois semaines, le livre est tiré à 300 000 exemplaires et traduit en sept langues, dont le farsi et le turc, avec une priorité donnée aux idiomes des plus grandes communautés immigrées du pays. Après un an, le tirage s'élève à un million de copies soit, en moyenne, un exemplaire pour huit-neuf habitants. Le livre est immédiatement l'enjeu d'une intense circulation d'expériences. Distribué aux États-Unis, il sert à développer des échanges entre les écoliers des deux pays. Traduit dans les langues des pays voisins de la Suède, il est censé jouer le même rôle avec les écoliers des pays limitrophes. Des experts suédois sont envoyés en Russie et dans les pays baltes pour soigner la traduction de l'ouvrage. *Racontez-le...* contribue à faire de la Suède une référence. Cela explique surtout pourquoi Stockholm devient le centre de la future *Task Force for International Cooperation on Holocaust education*, décidée sur initiative suédoise, en concertation avec Bill Clinton et Tony Blair<sup>37</sup>. Lors du lancement de l'initiative, en mai 1998, Persson avouera sa fierté de se trouver en pointe de cette activité, relancée en janvier 2000 lors du 55<sup>e</sup> anniversaire de la libération d'Auschwitz, toujours à Stockholm.

J'avancerais que le ralliement d'un pays au modèle commémoratif de la Shoah en tant que « cadre référentiel », au sens que lui donne Nicole Lapierre<sup>38</sup>, a été rarement aussi problématique que dans le cas de la Suède. Il n'a non plus jamais été aussi efficace, du moins en termes de moyens déployés, et de consensus qu'il arrive à dégager. Le paradoxe tient au décalage criant entre un paysage intellectuel peu réceptif à la diffusion d'une sémantique de l'usage exemplaire de l'histoire (autant au niveau du rituel politique que des traditions scolaires) et l'émergence, rapide, d'institutions qui s'en font les promotrices. L'« ère », voire la « boulimie », commémorative, pressentie par Pierre Nora en 1992 à l'issue de son chantier des « Lieux de mémoire », présuppose bien l'existence préalable d'une *sémantique* du souvenir

---

<sup>35</sup> Lena Hjelm-Wallén, « Att levandegöra historien », *Historielärarnas förenings årsskrift*, 1999/2000, p. 71.

<sup>36</sup> Pour la qualifier, le gouvernement utilisera l'expression « action d'information » (*informationsinsats*), en évitant sciemment le terme « campagne ».

<sup>37</sup> Sur sa genèse politique, voir : L. Allwork, *Holocaust Remembrance...*, *op. cit.*, p. 161-167. La *task force* internationale se poursuit de nos jours, sous la forme de l'*International Holocaust Remembrance Alliance* (IHRA).

<sup>38</sup> Nicole Lapierre, « Le cadre référentiel de la Shoah », *Ethnologie française*, n° 3, 2007, p. 475-482.

ritualisé dans l'espace public<sup>39</sup>. Or, un voyageur venant d'Europe centrale ou méridionale, à la même époque, n'aurait pu que s'étonner de l'absence totale d'un espace politique de la commémoration en Suède. Le calendrier, bien entendu, n'est pas dépourvu de jalons commémoratifs et de rituels : mais leur horizon de référence est religieux, souvent ancré dans la mythologie païenne (les festivités de *Walpurgis*, de *Midsommar*...), et indifférent à la chronologie civile ou politique. De fait, aucune date emblématique des conflits sociaux ou militaires du XX<sup>e</sup> siècle n'y a droit de cité, alors que les reliquats d'une mémoire aristocratique, liée à l'héritage des conquêtes militaires des XVI<sup>e</sup> et XVII<sup>e</sup> siècles, avaient été détrônés sans bruit, à l'apogée de l'hégémonie culturelle sociale-démocrate (années 1950 et 1960)<sup>40</sup>. L'absence du calendrier civil suédois, jusqu'en 1983, d'une « fête nationale » liée à une date marquante de l'histoire est aussi un indice. Son introduction a fait l'objet au début des années 2000 d'une enquête d'État, par laquelle le gouvernement se proposait d'obvier à une exception suédoise. Au regard des imaginaires nationaux du reste de l'Europe unie, ne pas pouvoir se parer d'une « fête nationale » était devenue une source d'embarras : une expression d'absence de sentiment d'appartenance, une faiblesse politiquement dangereuse<sup>41</sup>.

Dans un contexte où les rituels politiques ne laissent aucune place à l'évocation de la Seconde Guerre mondiale et de ses deuils, autant Raoul Wallenberg, le héros du sauvetage des Juifs de Budapest en 1944, que le nombre important des rescapés des camps d'extermination accueillis en Suède en 1945<sup>42</sup>, n'ont fait l'objet d'une politique publique du souvenir avant les années 2000<sup>43</sup>. On pourrait avancer que l'entrée de la culture mémorielle dans l'ère du « post-héroïsme », pour emprunter cette image à Etienne François<sup>44</sup>, s'est produite en Suède en faisant l'économie du passage par un culte « héroïque » des années de guerre, commun à la plupart des nations européennes. L'assimilation du génie national au choix de la neutralité lors des grands conflits du XX<sup>e</sup> siècle, cultivée de manière transversale aux clivages politiques durant la longue épopée du « modèle suédois »<sup>45</sup>, changeait radicalement de sens au moment du tournant « victimaire » des années 2000 : ce dernier sera compris et construit comme une évolution naturelle d'une tradition nationale humaniste et pacifiste, dont Johan Östling a reconstitué la cristallisation après 1945<sup>46</sup>. Le cadre où se développe l'action du *Levande historia* – qui, sur la lancée de la conférence de Stockholm, devient une agence publique permanente chargée d'en prolonger l'activité – doit alors être examiné à partir d'une palette *suédoise* de priorités, dominée par plusieurs processus parallèles : le retour évoqué par Karlsson dans le giron de l'histoire européenne ; l'affirmation d'un socle de valeurs nationales indiscutables (un *värdegrund* ou « terrain commun des valeurs », terme difficilement traduisible), en rapport avec la diversification ethnoculturelle du pays du fait de l'immigration ; enfin, la réflexion sur le statut

---

<sup>39</sup> Le modèle « classique » et « impératif » de commémoration nationale, dont Nora constate la métamorphose dans le contexte de la France des années 1980 (Pierre Nora, *L'ère de la commémoration* dans *Les lieux de mémoire*, vol. III, Paris, Gallimard, 1992, p. 977-1012).

<sup>40</sup> Sur ce processus, voir : Ulf Zander, *Fornstora dagar, moderna tider*, Lund, Nordic Academic Press, 2001.

<sup>41</sup> « Il est devenu de plus en plus important d'identifier des occasions pour célébrer ce dont nous sommes fiers, en Suède. Peu importe qu'il s'agisse d'un exploit sportif, de l'assurance parentale ou du multiculturalisme suédois. Autrefois, en Suède, c'était quasiment honteux d'afficher le drapeau. Des forces obscures se sont alors appropriés de nos symboles nationaux, ce qui est inacceptable ». *Nationaldagen - ny helgdag*. SOU 2004 : 45, p. 34. Précédée par l'« Enquête sur la fête nationale » (*Nationaldagsutredningen*) au début des années 1990 menée par une première commission étatique, l'enquête a abouti en 2005 à la consécration du 6 juin, date d'intronisation du roi Gustav Vasa en 1523 (anciennement commémorée en tant que « Journée du drapeau suédois »), en tant que jour férié.

<sup>42</sup> 30 000 réfugiés, dont un tiers environ constitué de persécutés « raciaux ».

<sup>43</sup> Anne Roth, *Second World War and Holocaust Commemoration in Sweden*, thèse de doctorat en histoire, Université de Lund, 2015.

<sup>44</sup> *Commémorer en Europe*, dans « Inflexions », n° 1, 2014, p. 71-77.

<sup>45</sup> Bo Stråth, « Neutrality as self-awareness », in : K. Almqvist and K. Glans (éds), *The Swedish Success Story?*, *op. cit.*, p. 147-160.

<sup>46</sup> J. Östling, *Nazismens sensmoral...*, *op. cit.*

de l'enseignement de l'histoire dans les institutions éducatives. Il s'agit des axes problématiques qui s'articulent efficacement à la sémantique de la commémoration, à travers une institution – le *Levande historia* – qui la solidarise à l'identité de l'État, et un éventail de missions qui en fait un *unicum* sur le plan international.

Le projet du 12 juin 1997 constitue donc un geste de rupture inopiné de la part d'un Premier ministre qui n'avait jamais manifesté d'intérêt pour l'histoire. C'est également la réaction à la demande de problématiser le récit national, basée sur « l'histoire de succès » du modèle suédois. On peut se demander si consacrer l'Holocauste (en suédois « *Förintelse* », écrit avec la « F » majuscule), comme un emblème de l'avènement du Mal dans l'histoire, ne relève pas d'une stratégie d'évitement. Ni la première version de la brochure, ni les premières initiatives d'information, ne contiennent aucune référence au passé suédois. Le texte entretient au contraire une vision consolatrice, condensée dans le chapitre « La Suède résiste » (*Sverige gör motstånd*)<sup>47</sup>, où trouvent place les icônes traditionnelles : le sauvetage des Juifs danois, l'action de Raoul Wallenberg à Budapest, les autobus blancs de la Croix Rouge ramenant les rescapés de Pologne et d'Allemagne. La Suède apparaît en revanche sous le volet « racisme », qui développe une réflexion sur les survivances, actuelles, d'attitudes discriminatrices. C'est de fait une vision symétrique – suggérant la juste manière d'appliquer à la société actuelle le capital d'émotion et d'identification dégagé par le rappel des injustices du passé – à celle qui s'incarne dans le mode d'organisation de la nouvelle agence. Une issue logique, car c'est le racisme d'aujourd'hui qui explique, aux yeux du gouvernement, la nécessité d'améliorer l'information sur la Shoah : un dysfonctionnement de l'ordre social par rapport auquel l'histoire est convoquée comme une thérapie. Dans l'enquête publique préalable à l'établissement d'une agence permanente (2001), cette subordination aux nécessités contingentes de l'actualité est proclamée en toutes lettres. Le propre de la psychothérapie est d'inviter à la libération de la parole : d'où le choix de caractériser la future agence comme un *Forum*, dont les missions sont déclinées par une série de définitions négatives : « (...) un type de structure entièrement nouvelle : ni musée, ni école ou université, ni bibliothèque... »<sup>48</sup>. Si le mandat du FLH ne peut pas se résumer à un seul volet – commémoration, financement de recherches sur la Shoah, expositions sur l'héritage des groupes immigrés, coordination entre action publique et formation... – c'est précisément parce qu'elle a vocation à assurer toutes ces fonctions à la fois, et à les harmoniser. L'enquête préparatoire fait clairement état de cette identité hybride : « Il est possible de résumer la nature du Forum aux définitions suivantes : un instrument, un moteur, un mécénat, un lieu de rencontre »<sup>49</sup>.

#### **4. *Levande Historia* : relais et promoteur d'actions de recherche**

Un domaine d'intervention aussi vaste avait vocation à encourager les synergies avec d'autres agences publiques actives sur le front des politiques d'intégration : en premier lieu, l'Agence des migrations (*Migrationsverket*, ainsi rebaptisée en 2000), l'Agence pour la Prévention du crime (*Brottsförebyggande rådet*, BRÅ), l'Ombudsman contre les discriminations (*Diskrimineringsombudsmannen*, DO) ou encore des ONG, telle qu'Amnesty International. L'un des auteurs de *Racontez-le...* est issu du Centre d'études multiculturelles d'Uppsala ; la première présidente de l'Agence est rattachée à BRÅ. Par le biais de la référence au passé, ces « appareils idéologiques d'État »<sup>50</sup> trouvent donc un terrain d'action solidaire, tout

---

<sup>47</sup> S. Bruchfeld et P. A. Levine, *Om detta...*, op. cit., p. 69.

<sup>48</sup> *Forum för Levande historia*. SOU 2001 : 5, p. 12.

<sup>49</sup> SOU 2001 : 5, p. 14.

<sup>50</sup> D'après la définition forgée du sociologue suédois Bo Rothstein, qui y reconnaissait il y a une vingtaine d'années le nouveau visage de la gouvernance sociale-démocrate, remplaçant un horizon de transformation sociale par une forme d'ingénierie culturelle, sur le terrain du sens commun (« Les appareils idéologiques d'État. Transformations

en rentrant parfois en compétition. Un exemple récent nous est offert – à partir des années 2020/2021 – par la mise en chantier du projet de « Musée de la Shoah », qui a ouvert ses portes à Stockholm en 2023 : une initiative qui a retiré au FLH une partie considérable de ses missions documentaires et pédagogiques<sup>51</sup>. Deux dimensions, en revanche, dont l'importance est centrale dans des institutions de mémoire comparables, aux États-Unis et en Europe, restent en dehors du mandat du Forum : la présence d'un appareil de recherche autonome et le pouvoir d'arrêter ses objectifs, ses domaines thématiques et ses cibles. La structure organisationnelle arrêtée en 2003 prévoit une double chaîne hiérarchique : politique, à travers la présidence, et scientifique, à travers la figure du « chef d'administration » (*överintendent*). Calqué sur l'exemple des musées nationaux suédois, ce modèle organisationnel amène le FLH à moduler son programme de travail entre sa mission principale, liée à la sensibilisation sur la Shoah (et, depuis 2007, les crimes des régimes communistes), et des commandes ponctuelles émanant du gouvernement.

L'articulation en deux départements – la section « Affaires spéciales », en charge des actions d'information *ad hoc*, et celle appelée « Production », focalisée comme le nom l'indique sur le rendement, les outils didactiques développés par la structure – exprime la nature éminemment opérationnelle de l'identité du FLH : convertir le travail historique (même celui qui reste à écrire) en réponse efficace à certains impératifs sociaux<sup>52</sup>. Ainsi, à la suite de la crise migratoire des années 2015-2016, qui a vu la Suède au premier rang au sein de l'UE en termes de nombre de nouveaux demandeurs d'asile par habitant, le FLH a été chargé de l'exécution (au niveau de l'information du grand public) du « Plan national » contre la discrimination et le racisme<sup>53</sup> : une approche intégrée lancée dès 2016 par le gouvernement suédois, pour pallier les conséquences sociales de cette crise, et renouvelée depuis lors. Étant donné que les priorités politiques de l'Agence portent essentiellement sur l'amélioration de la coexistence entre les groupes ethniques et la lutte contre les préjugés à la base des phénomènes d'exclusion, elles ont vocation à évoluer et à muter d'objet. Il s'agit d'un parti pris moral réitéré : étayer – à travers la compréhension de « leur » histoire – la solidarité sociale avec des groupes de plus en plus larges tels les rescapés des conflits, que la Suède a accueillis, après les guerres en ex-Yougoslavie, ou en Syrie, dans une proportion plus importante que tout autre pays de l'UE, et avec un impact sur le climat politique interne de plus en plus sensible<sup>54</sup>. Dans tous ces cas de solidarité, il s'agit de jeter des ponts vers ces nouvelles catégories d'opprimés, en offrant à leurs écrivains, artistes ou simples expatriés un canal d'expression, où porter témoignage sur les discriminations subies au cours de l'histoire devient possible.

---

de la démocratie suédoise », *La Vie des Idées*, le 1 septembre 2006, URL : <https://laviedesidees.fr/Les-appareils-ideologiques-d-Etat> (consulté le 30.05.2023).

<sup>51</sup> Voir : l'enquête publique, préliminaire à cette initiative (*Sveriges museum om Förintelsen*, SOU 2020: 21).

<sup>52</sup> Des innovations dans la structure de l'agence (voir : tableau 2), ont été introduites dès 2017.

<sup>53</sup> « Plan national contre le racisme et toute forme similaire de xénophobie et de crimes liée à la haine de l'autre » (*Nationella planen mot rasism, liknande former av fientlighet och hatbrott*). Voir : Kulturdepartementet, *Uppdrag att genomföra en utbildningsinsats om olika former av rasism och intolerans i historien och i dag*, Ku2015/319/KA.

<sup>54</sup> Sur le contexte de l'émergence, puis de l'accession au pouvoir de l'extrême droite en Suède, en 2022, voir : Piero S. Colla, « L'essor des "Démocrates de Suède" ou la fin de l'exception suédoise », *Politique internationale*, n° 178, 2023, p. 133-147.

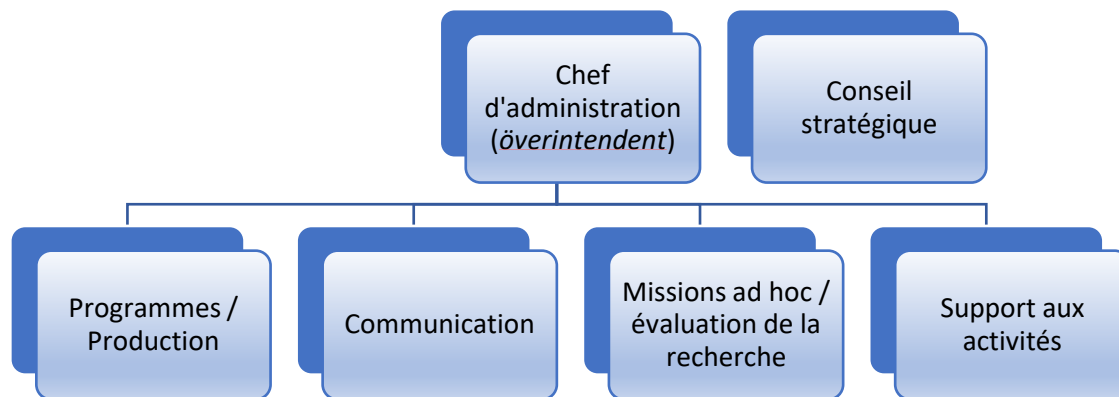


Tableau 2 : Forum för Levande Historia : structure organisationnelle à partir de 2017.

Leur parole, entrée ainsi dans un circuit « officiel », est censée leur assurer un cadre et un écho national. On pourrait ajouter également un « style », inclusif et en phase avec l'époque, qui lui permet d'incorporer, de manière homéostatique, d'autres instances socialement légitimes. Ainsi depuis 2009, par exemple, le cahier des charges de l'Agence prévoit qu'elle « intègre dans son activité une dimension de parité homme-femme, une perspective centrée sur la diversité culturelle, centrée sur l'enfance, ainsi qu'une dimension orientée vers l'échange international et interculturel »<sup>55</sup>. Réagir à des missions ponctuelles, pour les traduire en initiatives de recherche d'abord, puis en outils pédagogiques, représente donc le cœur des activités du Forum : le seul domaine dans lequel il a développé un savoir-faire singulier. Ces commandes se suivent avec une certaine fréquence, au point de provoquer – comme le révèle une étude d'impact réalisée en 2017 par le Trésor suédois<sup>56</sup> – un certain chevauchement des sphères d'interventions, et des priorités de l'agence. En 2021, par exemple, le FLH a été chargé de coordonner les célébrations du 100<sup>e</sup> anniversaire de l'introduction du suffrage universel en Suède ; à partir de 2022, il est chargé de produire des ressources sur l'histoire des cinq « minorités nationales » que la Suède a reconnues officiellement.

La relation que la structure établit avec la communauté des chercheurs est à la mesure de ce mandat évolutif qui, en dépit du statut référentiel de la Shoah, n'assigne pas le FLH à une sphère de compétence et à un objet tout à fait stables. Dans le cas de la recherche universitaire en histoire, il s'agit d'activer – essentiellement, sur la base de contrats établis avec des chercheurs individuels – des chantiers qui s'épanouiront dans leurs canaux habituels<sup>57</sup>. Cette approche se justifie d'une part par un souci d'indépendance académique – éviter à l'Agence le reproche de produire une histoire « officielle » – et d'autre part par la nature évolutive des commandes.

En d'autres termes, l'efficacité est la priorité<sup>58</sup> : à savoir, assurer une production régulière de contenus didactiques, de projets muséographiques, sur la base de recherches

<sup>55</sup> *Myndighetsanalys av Forum för Levande historia*, Stockholm, Statskontoret, 2017, p. 24.

<sup>56</sup> *Ibid.*

<sup>57</sup> Le développement des études dans le domaine de l'histoire des Samis, des populations roms ou du colonialisme suédois rentrent dans cette catégorie.

<sup>58</sup> « Être la ressource la plus utilisée et la plus demandée des partenaires » (d'après les termes utilisés dans le rapport d'activité de 2017. Verksamhetsplan, FLH, Stockholm, 2017).

commandées à des réseaux d'historiens externes à l'institution. La définition des objets privilégie l'interdisciplinarité, pour que les ressources puissent traduire au mieux ces finalités citoyennes. La forme finale est celle de « kits » pédagogiques constitués de ressources diffusées par le biais du Forum et accessibles gratuitement. Leur usage par les enseignants demeure toutefois tout à fait volontaire. De ce fait, selon des responsables en charge des ressources pour les écoles<sup>59</sup>, les historiens investis de missions de recherche par le FLH font souvent état d'une frustration, se retrouvant dépossédés de leurs recherches, ne retrouvant pas les nuances de leurs analyses traduites en supports estampillés par le Forum. Paradoxalement, ces mêmes produits jugés trop vulgarisés par les historiens rencontrent une certaine résistance auprès des écoles qui les trouvent parfois trop pointues, excessivement « difficiles » pour être utilisées, notamment au niveau du collège.

## 5. Une relation problématique avec l'univers de l'école

La dernière ligne de tension nous ramène au problème de l'articulation des missions de l'Agence avec l'évolution des curricula des humanités où l'arrière-plan de la Seconde Guerre mondiale, des totalitarismes, du racisme ne font pas l'objet d'une étude systématique. L'un des effets de la création du FLH a été de formaliser la référence à l'enseignement de la Shoah (*Förintelsen*) que, jusqu'en 2000, les programmes de l'École de base (*grundskola*, le tronc commun équivalent au primaire et au collège) englobaient sous un label extrêmement général : « génocides, révolutions et guerres » (*folkmord, revolutioner och krig*)<sup>60</sup>. Puisque le cœur de la mission de l'Agence réside dans la production de ressources pédagogiques, on pourrait estimer que l'importance sociale accordée à l'enseignement scolaire de l'histoire, mais aussi sa focalisation ont profité de son établissement. C'est loin d'être le cas : on note au contraire une coïncidence entre la trajectoire de la campagne voulue par Persson, d'une part, et la crise la plus aiguë que la discipline ait connue, d'autre part. Le premier indicateur est sa présence dans les programmes : à la fin des années 1990, lorsque l'initiative de Persson voit le jour, seule la moitié des élèves du secondaire recevaient un enseignement de l'histoire sous quelque forme que ce soit, tandis que la tendance à le fusionner avec d'autres matières se poursuit, dans les pratiques des établissements et dans les nouveaux cursus de formation des professeurs.

De fait, la production de contenus muséographiques et didactiques, qui traduit les objectifs posés par l'autorité politique en matière d'enseignement, a éloigné le FLH du périmètre de l'histoire enseignée à l'école. Ses ressources ont servi par conséquent à inspirer et à alimenter en contenus d'autres domaines disciplinaires que l'histoire. Il s'agit en l'occurrence des objectifs inscrits dans la matière « Formation à la citoyenneté ». Ce concept de citoyenneté était inconnu auparavant dans la tradition scolaire suédoise (où l'on privilégie la notion américaine de « *social studies* »). Il s'est développé au cours des trois dernières décennies avec des inflexions assez singulières. Si « l'éducation sociale » (*Samhällskunskap*) constitue, depuis les années 1950, une discipline obligatoire présente dans l'ensemble du cursus scolaire, la période postérieure à 1990 a été caractérisée par la montée en force, dans les curricula, du thème de l'éducation aux « valeurs fondamentales » (le *värdegrund*). Ce dernier épouse un objectif transdisciplinaire, entre une éducation morale et un entraînement aux vertus civiques de tolérance et de respect de l'altérité, remis à l'honneur lors des « crises migratoires » répétées des vingt-cinq dernières années<sup>61</sup>. Significativement, 1998, l'année de diffusion de *Racontez-le...*, marque aussi la consécration par le gouvernement d'un projet *värdegrund*, qui s'accompagne de la création de centres de recherche *ad hoc* dans plusieurs Universités.

---

<sup>59</sup> Entretien informel, août 2021.

<sup>60</sup> *Kursplaner och betygskriterier, Grundskolan*, Stockholm, Skolverket, 2000.

<sup>61</sup> Piero S. Colla, « Curricula et citoyenneté en Suède. De l'État éthique à l'ère de la déréglementation », *International Journal for History and Social Sciences Education*, n° 3, 2018, p. 63-84.

Lorsque dans les années 2000 le gouvernement et l'administration des écoles prennent en compte la possibilité de fusionner sous le label « valeurs fondamentales » les matières religion et éducation sociale et des contenus d'histoire contemporaine, l'éducation sur les génocides offre un modèle prêt à l'emploi pour une initiation aux valeurs médiatisée par des apports historiques. L'originalité du FLH par rapport aux autres « institutions de mémoire » auxquelles elle s'apparente (*Mémorial de la Shoah, Holocaust memorial Foundation, etc.*) repose sur la promotion de « valeurs suédoises » cohésives, fondées sur l'élaboration personnelle du rejet de l'autre. Il s'agit d'une approche codifiée à partir de la réécriture des curricula et de leur déréglementation des années 1993-94 que l'Agence, par sa production d'outils pédagogiques, a contribué à légitimer.

Cette recontextualisation aide à comprendre pourquoi la priorisation soudaine, par l'autorité publique, de l'éducation centrée sur la Shoah n'a pas fait l'unanimité au niveau des tenants de l'enseignement de l'histoire, préoccupés de voir des contenus d'histoire contemporaine requalifiés en tant que simples prétextes à la prévention du racisme. En revanche, l'importance sociale de la connaissance de l'histoire, corroborée par l'Agence, a été utilisée pour réclamer un renforcement du statut de la discipline. En 1999, alors que l'autorité politique était engagée à capitaliser l'expérience du *Levande historia* et à engager sa transformation en une agence d'État permanente, un appel contre « le danger d'extinction » de l'enseignement de l'histoire apparaît dans les pages du principal quotidien du soir<sup>62</sup>. Il est à noter que l'importance sociale de la connaissance de la Shoah était utilisée dans l'appel pour critiquer la réduction annoncée des heures d'enseignement de l'histoire.

## 6. Une mission et une légitimité contestées

Sa vocation consensuelle et réconciliatrice n'a pas assuré au FLH une existence paisible. Au contraire, il a fait l'objet de réactions hostiles, par vagues successives, dans le débat public et dans l'espace intellectuel, en rompant l'unité du front parlementaire qui s'était formé après l'initiative de juin 1997. Une première offensive est lancée par le Parti de la Gauche (*Vänsterpartiet*), membre de la coalition soutenant le cabinet Persson. Une motion parlementaire déposée en 2003 réclame le démantèlement du FLH à quelques mois de sa création. En se faisant l'écho d'une tribune signée par deux universitaires quelque temps auparavant<sup>63</sup>, la motion accusait l'agence de polluer le débat sociétal par des éléments de « moralisme ». Par son action, le FLH reconstruirait la Shoah comme la quintessence de la violence génocidaire, le mal se trouvant « systématiquement placé en dehors des frontières de la civilisation libérale-capitaliste de l'Occident ». D'après les auteurs de la tribune, il s'agirait d'un endoctrinement sournois, qui viserait à exonérer les politiques génocidaires menées par l'Occident au cours de son histoire, ancienne ou récente.<sup>64</sup> Avec davantage de succès, l'opposition de centre-droit a formulé une critique d'une autre nature, en relevant que mettre l'accent sur les seuls crimes du national-socialisme revenait à exonérer le mouvement communiste international de son rôle historique et de ses méfaits au cours du XX<sup>e</sup> siècle.

On sera tenté d'interpréter la liste des projets pédagogiques présentés ci-dessus comme stratégie pour contrer de telles attaques en neutralisant leur effet de disqualification : une forme de « cannibalisation » de la critique, dont la manifestation la plus flagrante apparaît après l'accession au pouvoir de la coalition de centre-droit, guidée par Fredrik Reinfeldt en octobre 2006. Après une annonce qui suit de quelques semaines sa formation, le nouveau gouvernement annonce alors la volonté de développer le mandat du FLH en y annexant un nouveau volet. Le cahier des charges révisé en 2007 prévoit notamment que l'agence « informe l'opinion publique

---

<sup>62</sup> « Debatt », *Dagens Nyheter*, le 23 janvier 1999.

<sup>63</sup> « Om detta må ni inte berätta », n° 10, 2003.

<sup>64</sup> *Riksdagshandlingar*, Motion 2003/04 : Kr255.



sur les crimes du communisme contre l'humanité »<sup>65</sup>. En effet, dès l'enquête préliminaire à sa création, l'attention aux analogies entre les méthodes répressives des pays totalitaires, voire la « comparaison » entre « communisme » et « fascisme »<sup>66</sup>, avait fait partie intégrante du profil de l'Agence. Sa propension à placer le curseur sur les idéologies politiques taxées d'extrémisme ou d'intolérance, avait provoqué, dès sa création, les réserves d'une partie de l'échiquier politique à son égard<sup>67</sup>. Le changement de la définition de mission en plaçant le souvenir du communisme sur un pied d'égalité, en tant que message métahistorique, avec l'évocation de la Shoah, cristallise cette tendance et constitue de fait un saut qualitatif. Une nouvelle étape est ainsi franchie : il ne s'agit plus de stigmatiser *un* racisme, ni *le* racisme tout court, mais d'articuler le rejet de *toute* violence, de toute forme d'exclusion dans l'histoire. En résulte sur le plan de la communication le même type de synthèse narrative que l'on avait vu à l'œuvre en 1998, avec la codification du message de la Shoah en un outil pédagogique cautionné par les autorités. Un document, intitulé *Crimes contre l'humanité perpétrés sous les régimes communistes*, est conçu selon le même concept et publié en 2008<sup>68</sup>. Réimprimé à plusieurs reprises, puis révisé en 2017, le volume a donné lieu à une série d'initiatives muséographiques, suivies de la production d'outils pédagogiques audiovisuels, encore accessibles sur le site de l'Agence<sup>69</sup>.

La publication de *Crimes contre l'humanité...* apparaît donc comme le pendant anticommuniste « *Racontez-le...*, même si la structure et la densité conceptuelle laissent penser qu'il vise, en premier lieu, à faire évoluer la perception de la communauté des historiens et du public cultivé par rapport à l'héritage des régimes inspirés du marxisme. Sa rédaction a engagé une équipe de chercheurs internationaux, dont les noms ne sont pas référencés sur la couverture. Cette généralisation du mandat a permis de consolider le soutien parlementaire autour des missions de l'Agence. Elle a surtout placé la Suède, une seconde fois, dans le peloton de tête d'un mouvement transnational pour l'affirmation d'une mémoire exemplaire, antitotalitaire. Il s'agit d'une conséquence directe de l'élargissement de l'UE aux pays de l'Europe centrale et orientale ; dans ce recentrage, un eurodéputé suédois, le conservateur Göran Lindblad, a joué un rôle déterminant. Dans la tension montante des paradigmes mémoriels entre Europe centrale et orientale, d'une part, et l'Europe occidentale, d'autre part<sup>70</sup>, la Suède semble se distinguer par le fait d'intervenir successivement, en *outsider*, sur les deux versants du champ de tension.

En revanche, cette incursion dans la mémoire d'une idéologie politique contemporaine et l'abandon de l'association de la notion de crime contre l'humanité avec le racisme biologique, semble avoir nui à la réputation de l'Agence dans les milieux intellectuels et universitaires. Dès 2006, le quotidien indépendant *Dagens Nyheter* s'insurge le premier contre le principe d'utiliser une agence publique au service de l'éducation à une mémoire alignée aux objectifs idéologiques du gouvernement en place<sup>71</sup>. Un an plus tard, une lettre ouverte signée par 253 universitaires dénonce les risques de l'instrumentalisation sur les pages du même quotidien. Dans un appel qui continuera de circuler dans les universités, les auteurs réclament, une nouvelle fois, que l'État mette un terme aux activités du FLH :

---

<sup>65</sup> *Förordning med instruktion för Forum för levande historia*. SFS 2007 : 1197.

<sup>66</sup> SOU 2001 : 5, p. 101-105. À cette « comparaison » était consacré un cours de formation pour les enseignants, inclus dans le projet gouvernemental de 1998 ; l'article cité précédemment, hostile à la création de l'Agence, s'y réfère pour le stigmatiser (*Om detta må ni inte..., op. cit.*).

<sup>67</sup> *Riksdagshandlingar*, Motion 2003/04.

<sup>68</sup> *Brott mot mänskligheten under kommunistiska regimer*, Stockholm, FLH, 2008.

<sup>69</sup> Ce recentrage a été précédée d'une enquête visant à mesurer les préconnaissances des écoliers sur l'expérience du Goulag stalinien – avec une recherche évidente de s'inscrire, dix ans plus tard, dans la continuité de la genèse de la campagne d'information lancée par Göran Persson.

<sup>70</sup> Stefan van der Poel, « Memory crisis. The Shoah within a collective European memory », *Journal of European Studies*, n° 3-4, 2019, p. 267-281.

<sup>71</sup> « Levande, inte statlig historia », *Dagens Nyheter*, le 26 décembre 2006.

Les historiens et chercheurs en sciences sociales qui ont signé cet appel sont issus de différents courants politiques. Mais ils sont réunis par l'idée qu'il n'incombe ni à l'État ni au gouvernement de remplacer l'enseignement ordinaire en histoire par des campagnes de propagande historique (*kampanjhistoria*) et de définir en détail la manière dont la matière doit être interprétée et mise à profit<sup>72</sup>.

L'article a donné lieu à un appel public, qui recueillera environ 500 signatures de chercheurs<sup>73</sup>, alors que le débat sur la légitimité de la mission du FLH occupe de manière stable les pages des revues spécialisées et les sujets des mémoires des étudiants en histoire contemporaine, en faisant parfois référence à la mobilisation suscitée en France, quelques années auparavant, par l'association « Liberté pour l'histoire »<sup>74</sup>. Après sa rentrée tardive dans le giron de la mémoire de la Seconde Guerre, la Suède aurait-elle trouvé sa place dans le concert des « guerres de l'histoire » qui traversent et partagent le vieux continent<sup>75</sup> ?

Au-delà de ces notes divergentes, confinées essentiellement à la communauté académique, la cible des instances critiques, sur l'arène publique et au Parlement, se résume à l'ampleur du rayon d'action du FLH, jugée insuffisante. La volonté d'investir des enjeux tels que le colonialisme, les méfaits du capitalisme, la crise climatique ou la discrimination des minorités sexuelles a ainsi abouti au recentrage de son profil, en contribuant, concrètement, à désamorcer le débat sur l'illégitimité de toute éducation à la mémoire dans la régie de l'État<sup>76</sup>. Je me risquerais donc à avancer, à l'épreuve des évolutions récentes et des initiatives *ad hoc* demandées par le gouvernement après 2014, que l'effet cumulatif des critiques a abouti à un effet paradoxal : celui de renforcer l'autorité et la logique normative de l'Agence. Après vingt ans, le système (et la relation que l'agence a développée entre commande officielle et dispositif d'expertise) semblent rôdés : à chaque fois que le débat public formule des critiques, le FLH parvient à les convertir en « projets », identifie les domaines de recherche qui permettront à l'école de les assimiler, et « produit » des kits pédagogiques qui s'approprient des rhétoriques de la dénonciation, échafaudées dans l'espace public, pour les orienter vers un message édifiant. Un bon révélateur du succès de cette logique de normalisation est la fréquence avec laquelle des historiens critiques, protagonistes du détricotage de la narration apaisante du rôle de la Suède comme « conscience du monde », ont été cooptés dans les structures directives de l'agence. C'est le cas de la première directrice, Hélène Lööw, auteure en 1990 de la première thèse de doctorat sur l'action des groupes néonazis en Suède, avant et après la Seconde Guerre mondiale<sup>77</sup>. L'historien Karlsson, évoqué au début de l'article, un des plus grands experts scandinaves en matière de totalitarisme en Europe de l'Est, et initialement critique des silences du FLH sur cette question, est devenu à partir de 2006 un des collaborateurs les plus prolifiques

---

<sup>72</sup> « Regeringen gör historia till ideologiskt slagfält », *Dagens Nyheter*, le 2 avril 2008.

<sup>73</sup> <https://historieuppropet.se/> (consulté le 30.05.2023).

<sup>74</sup> Voir : Lennart Andersson Palm, « Historieskrivningens frihet hotad », *Historisk Tidskrift*, n° 2, 2009, p. 247-250.

<sup>75</sup> Voir : Adrian Velicu, « Paratopic Recollections. Communism in Swedish Collective Memory », *Politeja*, n° 1, 2018, p. 167-188. Sur les projections de cette conflictualité croissante sur le statut de l'histoire dans l'enseignement, voir : Johan Samuelson, « History Wars in Sweden ? A syllabus debate about nation, history, and identity », *Historical Encounters*, n° 2, 2017, p. 30-47.

<sup>76</sup> Les impulsions politiques les plus récentes s'inscrivent dans le droit fil de cette dynamique. D'après un projet présenté par le gouvernement en 2022, actuellement à l'étude, il est notamment question d'étendre formellement le mandat du FLH à des démarches en lien avec l'histoire et la situation des « minorités nationales » reconnues en Suède. Kulturdepartement, Promemoria, Ku2022/00436.

<sup>77</sup> Hélène Lööw, *Hakkorsset och Wasakärven : en studie av nationalsocialismen i Sverige 1924-1950*, thèse de doctorat en histoire, Université de Göteborg, 1990.

du centre<sup>78</sup>. Le schéma se répète encore de nos jours. Prenons le cas de l'historienne Ingrid Lomfors, auteure en 1991 (avec Ingrid Segerstedt Wiberg) d'un essai intitulé « Quand la Suède se taisait »<sup>79</sup> et qui en 2005, dans l'ouvrage intitulé *Angle mort* avait remis en cause le mythe consolateur et la mémoire sélective des *vita bussar*, ces véhicules de la Croix Rouge qui à la fin de la guerre rapatrièrent vers les hôpitaux suédois des milliers des rescapés des camps<sup>80</sup>. Ce dernier ouvrage, qui a soulevé de vives polémiques lors de sa sortie, montre que loin de viser les prisonniers juifs menacés d'extermination, cette initiative s'était préoccupée de les exclure des opérations de sauvetage. Depuis 2014, Ingrid Lomfors siège comme chef d'administration du FLH.



Illustration 3 : Forum för Levande historia – exposition permanente, section « La Suède et l'Holocauste » (© photo : P. S. Colla).

En parcourant le catalogue de l'exposition qui, durant la parenthèse du confinement partiel (2020-2021) a été organisée au siège de Stockholm du FLH, force est de constater que l'élément désacralisateur, autocritique, est devenu partie intégrante du récit officiel (illustration 3). Depuis 2009, avec le rajout d'une longue section intitulée « La Suède et l'Holocauste », l'évocation de silences et complicités suédoises figure également comme un élément de

<sup>78</sup> Il a été notamment le coauteur, pour le compte de FLH, d'un inventaire de la recherche sur les crimes des régimes communistes, édité en 2008 (*Brott mot mänskligheten...*, *op. cit.*).

<sup>79</sup> Ingrid Lomfors, *När Sverige teg. Om nazisternas förföljelser*, Stockholm, Norstedts juridikförl, 1991.

<sup>80</sup> Ingrid Lomfors, *Blind fläck. Minne och glömska kring svenska Röda korsets hjälpinsats i Nazityskland 1945*, Stockholm, Atlantis, 2005.

*Racontez-le...*<sup>81</sup>. Le nouveau chapitre s'ouvre sur une analyse détaillée de la composante raciale de la politique d'immigration, depuis les années 1920 : la Suède y figure désormais non seulement comme un pays perméable aux influences de la pseudoscience racialisante nationale-socialiste, mais comme un de ses laboratoires. Le glissement d'accent, par rapport avec la première version de l'ouvrage, est saisissant.

## 7. 2021-2023 : les années du bilan ?

La présente analyse se referme sur une interrogation sur le bilan du FLH : une question incontournable, dès lors que le gouvernement suédois – à l'issue d'une enquête publique mandatée pour se prononcer sur son avenir – a pris la décision, le 30 septembre 2021, de transférer ses missions proprement liées à la transmission de la mémoire de la Shoah à un musée en voie d'aménagement à Stockholm<sup>82</sup>. La réponse devrait s'articuler en deux volets. Premièrement, sur le plan de la communication et de la fabrique du consensus à partir de la réflexion sur l'histoire, l'Agence peut se targuer, incontestablement, d'une « histoire de succès ». Dans sa production hétéroclite (rapports thématiques, ressources didactiques, expositions itinérantes...), des notions qui dans d'autres contextes paralysent le dialogue sur le rapport entre altérité, héritages et citoyenneté (« islamophobie », « antisémitisme », « homophobie » et « transphobie »...) se trouvent réunies, reconduites à une généalogie commune de l'exclusion, ce qui les rend facile à assimiler cognitivement, et à les dénoncer en bloc, les présentant dans un format « normalisé » et engageant (illustration 4).



Illustration 4 : Exemple de brochures en libre accès au siège de FLH : calendrier de la Journée du souvenir et présentation de collections de ressources pédagogiques destinées aux écoles (minorités sexuelles, condition des roms, « crimes des régimes communistes »).

Deuxièmement, on peut interroger la manière dont cette pratique de traduction publique du discours de l'histoire rencontre un objectif intégré, depuis plusieurs décennies, dans les programmes d'histoire, à savoir le développement d'une « conscience historique », au sens de la perception du poids que le passé exerce sur le présent, de l'historicité des sociétés, de la

<sup>81</sup> *Om detta...*, op. cit. (éd. 2015), p. 51-70.

<sup>82</sup> Regeringsbeslut, Ku2021/02054. Voir : note 51.

singularité des histoires de tout un chacun<sup>83</sup>. Mon sentiment à cet égard est plutôt réservé. La stratégie qui a présidé à l'évolution récente des missions de l'agence semble consister à conférer un droit de cité illimité à tout sentiment d'exclusion, à une condition près : les faire participer d'une représentation binaire, celle d'une société suédoise accueillant toutes les histoires (donc présentée, *a fortiori*, comme figure d'excellence) opposée aux récits « minoritaires », violents, dont la vertu se réduit à l'éducation sociale qu'ils recèlent. Le message véhiculé par le FLH ne vise pas l'étude de la singularité de ces trajectoires « minoritaires », mais, au contraire la synthèse ou la communion des mémoires (et leur sortie de l'histoire), dans le giron d'un État-providence, se perpétuant plutôt comme une entreprise de consensus et de production idéologique que comme le garant de l'égalité sociale des citoyens<sup>84</sup>. Le danger est condensé par l'image que l'on dispense au grand public dans les locaux aérés, accueillants et lumineux du siège de l'agence, dans la vieille ville de Stockholm : une narration optimiste, qui met dos à dos une société bienveillante, bien intentionnée, dévouée au culte du courage civil, et le passé de ces nouveaux citoyens, une narration présentée comme la synthèse de tous leurs passés, avec leur cortège d'horreurs. C'est un récit des récits – neutralisant les identifications non négociables – qui révèle ainsi son imbrication dans une syntaxe « nationale » de la citoyenneté<sup>85</sup>. Un miroir narcissique qui n'est pas sans rappeler l'autoreprésentation lénifiante d'un pays foncièrement tourné vers le bien, contre laquelle l'historiographie (auto)critique des années 1990 s'était dressée.

## Bibliographie

### Sources

#### 1. Quotidiens :

*Dagens Nyheter*

*Svenska Dagbladet*

#### 2. Rapports, instructions ministérielles et enquêtes publiques (Statens Offentliga Utredningar) :

*Forum för Levande historia*. SOU 2001 : 5.

Kulturdepartementet :

- *Uppdrag att genomföra en utbildningsinsats om olika former av rasism och intolerans i historien och i dag*, Ku2015/319/KA.

- *Uppdrag att förbereda och genomföra inrättandet av Sveriges museum om Förintelsen*, Ku2021/02054.

- *Forum för levande historias framtida inriktning Promemoria*, Ku2022/00436.

*Myndighetsanalys av Forum för Levande historia*, Stockholm, Statskontoret, 2017.

*Nationaldagen - ny helgdag*. SOU 2004 : 45.

*Sveriges museum om Förintelsen*. SOU 2020 : 21.

*Verksamhetsplan, FLH, Stockholm, 2017.*

### Littérature scientifique

---

<sup>83</sup> À partir des années 1993-1994, la notion de « conscience historique » est entrée en force dans le lexique des *curricula* d'histoire en Suède.

<sup>84</sup> Voir : B. Rothstein, « Les appareils... », *op. cit.*

<sup>85</sup> Il n'est pas surprenant, dès lors, de retrouver une référence au FLH dans le guide multilingue – relayé par la direction nationale des migrations – que l'administration de Göteborg a rédigé à l'intention des nouveaux citoyens suédois (Länsstyrelsen Västra Götaland, *Sur la Suède [Om Sverige]*, Göteborg, Ville de Göteborg, 2010).

AA. VV., *Brott mot mänskligheten under kommunistiska regimer*, Stockholm, Forum för Levande Historia, 2008.

ALLWORK Larissa, « Holocaust Remembrance as “Civil Religion”. The Case of the Stockholm Declaration », in : Diana I. Popescu et Tanja Schult (éds), *Revisiting Holocaust Representation in the Post-Witness Era. The Holocaust and its Contexts*, Basingstoke et New York, Springer, 2015, p. 288-304.

ALLWORK Larissa, *Holocaust Remembrance between the National and the Transnational. The Stockholm International Forum and the First Decade of the International Task Force*, London et New York, Bloomsbury Academic, 2015.

ANDERSSON PALM, Lennart, « Historieskrivningens frihet hotad », *Historisk Tidskrift*, n° 2, 2009, p. 247-250.

ASSMANN Aleida, « La thèse de la culpabilité collective : un traumatisme allemand? », *Le Débat*, n° 2 (124), 2003, p. 171-188.

BOETHIUS Maria Pia, *Heder och Samvete*, Norstedt, Stockholm 1991.

BROBERG Gunnar et TYDÉN Mattias, *Oönskade i folkhemmet. Rashygien och sterilisering i Sverige*, Stockholm, Gidlund, 1991.

BRUCHFELD Stéphane et LEVINE Paul A., *Om detta må ni berätta*, Stockholm, Regeringskansliet, 1997 et 2015 [2013].

CARRIER Peter, « Auschwitz, seul lieu de mémoire européen pour la jeunesse ? », in : Sébastien Ledoux et Niels F. May (éds), *Transmettre l'Europe à la jeunesse*, Paris, Presses universitaires de Rennes, 2023, p. 65-76.

COLLA Piero S., « Curricula et citoyenneté en Suède. De l'État éthique à l'ère de la déréglementation », *International Journal for History and Social Sciences Education*, n° 3, 2018, p. 63-84.

COLLA Piero S. « L'essor des “Démocrates de Suède” ou la fin de l'exception suédoise », *Politique internationale*, n° 178, 2023, p. 133-147.

DINER, Dan, « Restitution and Memory. The Holocaust in European Political Cultures », *New German Critique*, n° 90, 2003, p. 36-44.

DROIT Emmanuel, « Le Goulag contre la Shoah. Mémoires officielles et cultures mémorielles dans l'Europe élargie », *Vingtième Siècle*, n° 94, 2007, p. 101-120.

GENSBURGER Sarah et LAVABRE Marie-Claire, « D'une “mémoire” européenne à l'europanisation de la “mémoire” », *Politique européenne*, n° 2 (37), 2012, p. 9-17.

GENSBURGER Sarah, « L'émergence progressive d'une politique internationale de la mémoire : l'exemple des actions publiques de “partage” de la mémoire », in : Vincent Auzas et Bogumil Jewsiewicki (éds), *Traumatisme collectif pour patrimoine. Regards sur un mouvement transnational*, Québec, Presses de l'Université de Laval, 2008, p. 25-42.

GERNER Kristian, « The Holocaust and Memory culture. The Case of Sweden », in : Helle Bjerg *et al.* (éds), *Historicizing the Uses of the Past*, Bielefeld, transcript Verlag, 2011, p. 91-106.

FRANÇOIS, Etienne, « Commémorer en Europe », *Inflexions*, n° 1, 2014, p. 71-77.

HJELM-WALLÉN, Lena, « Att levandegöra historien », *Historielärarnas förenings årsskrift*, 1999/2000, p. 71-73.

HÜBINETTE Tobias, *Den svenska nationalsocialismen. Medlemmar och sympatisörer 1931-45*, Stockholm, Carlsson, 2002.

HÜBINETTE Tobias, « Varför jag offentliggjorde namnen på 30000 svenska nationalsocialister », *Historielärarnas förenings årsskrift*, 2003, p. 59-62.

JOHANSSON Alf W., « Neutrality and Modernity. The Second World War and Sweden's National Identity », in : Stig Ekman et Nils Edling (éds), *War Experience, Self Image and National Identity. The Second World War as Myth and History*, Stockholm, Bank of Sweden Tercentenary Foundation, 1997.

JOHANSSON Alf W., « In the innermost sanctum - reflections on the mythology of Sweden's neutrality policy and the history of questioning », in : Kurt Almqvist et Kay Glans (éds), *The Swedish Success Story?*, Stockholm, Axel och Margaret Ax, Son Johnson Foundation, 2004, p. 175-186.

JOUTARD Philippe, *Histoire et mémoire, conflits et alliance*, Paris, La Découverte, 2013.

KARLSSON Klas-Göran, « "Tell ye your children..." The Twisted Swedish Road to Holocaust Recognition », *Scandinavian-Canadian Studies / Études scandinaves au Canada*, n° 23, 2016, p. 78-94.

KOBLIK, Steven, « *Om vi teg, skulle stenarna ropa* ». *Sverige och judeproblemet 1933-1945*, Stockholm, Norstedt, 1987.

KUCIA Marek, « The Europeanization of Holocaust Memory and Eastern Europe », *East european Politics and Societies and Cultures*, n° 1 (30), 2016, p. 97-119.

LANGE Anders et al., *Utsatthet för etniskt och politiskt relaterat våld m m...*, Stockholm, CEIFO, 1997.

Länsstyrelsen Västra Götaland, *Sur la Suède [Om Sverige]*, Göteborg, Ville de Göteborg, 2010.

LAPIERRE Nicole, « Le cadre référentiel de la Shoah », *Ethnologie française*, n° 3, 2007, p. 475-482.

LEDOUX Sébastien, *Le devoir de mémoire. Une formule et son histoire*, Paris, CNRS éditions, 2016.

LEVY Daniel et SZNAIDER Natan, *Holocaust and Memory in the Global Age*, Philadelphia, Temple UP, 2006.

LOMFORS Ingrid, *När Sverige teg. Om nazisternas förföljelser*, Stockholm, Norstedts juridikförlaget, 1991.

LOMFORS Ingrid, *Blind fläck. Minne och glömska kring svenska Röda korsets hjälpinsats i Nazityskland 1945*, Stockholm, Atlantis, 2005.

LÖÖW Hélène, *Hakkorset och Wasakärven : en studie av nationalsocialismen i Sverige 1924-1950*, thèse de doctorat en histoire, Université de Göteborg, 1990.

NORA Pierre, « L'ère de la commémoration », in : Pierre Nora (éd.), *Les lieux de mémoire*, vol. III, Paris, Gallimard, 1992. p. 977-1012.

ÖSTLING Johan, *Nazismens sensmoral. Svenska erfarenheter i andra världskrigets efterdymning*, Stockholm, Bokförlaget Atlantis, 2008.

POPESCU Diana I. Popescu et SCHULT Tanja (éds), *Revisiting Holocaust Representation in the Post-Witness Era. The Holocaust and its Contexts*, Basingstoke et New York, Springer, 2015

ROTHBERG Michael, *Multidirectional Memory. Remembering the Holocaust in the Age of Decolonization*, Stanford, Stanford University Press, 2009.

ROTHSTEIN Bo, « Les appareils idéologiques d'État. Transformations de la démocratie suédoise », *La Vie des Idées*, le 1 septembre 2006, URL : <https://laviedesidees.fr/Les-appareils-ideologiques-d-Etat> (consulté le 30.05.2023).

ROUSSO Henry, « Vers une mondialisation de la mémoire », *Vingtième siècle*, n° 2, 2007, 3-10.

SAMUELSON Johan, « History Wars in Sweden? A syllabus debate about nation, history, and identity » *Historical Encounters. A journal of historical consciousness, historical cultures and history education*, n° 2, 2017.

SELLING Jan, « Ideologisk kamp om Levande historia », *Historisk Tidskrift*, n° 2, 2010, p. 265-277.

STRÅTH Bo, « Neutrality as self-awareness », in : Kurt Almqvist et Kay Glans (éds), *The Swedish Success Story ?*, Stockholm, Axel och Margaret Ax, Son Johnson Foundation, 2004, p. 147-160.

VAN DER POEL Stefan, « Memory crisis. The Shoah within a collective European memory », *Journal of European Studies*, n°3-4, 2009, p. 267-281.

VELICU, Adrian, « Paratopic Recollections. Communism in Swedish Collective Memory », *Politeja*, n° 1, 2018, p. 167-188.

ZANDER Ulf, *Fornstora dagar, moderna tider. Bruk av och debatter om svensk historia från sekelskifte till sekelskifte*, Lund, Nordic Academic Press, 2001.